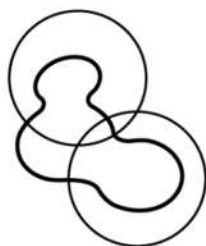




RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2019

 innate pharma



innate pharma

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2019

INNATE PHARMA S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

au capital social de 3 207 498,80 euros

réparti en 64 135 464 actions ordinaires et 14 512 actions de préférences, de nominal de 0,05 euro

Siège social : 117, Avenue de Luminy, 13276 Marseille Cedex 09, France
424 365 336 RCS Marseille

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 ont été arrêtés par le Directoire le 12 septembre 2019. Ils ont été examinés par le Conseil de surveillance le 12 septembre 2019 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux Comptes.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| INNATE PHARMA EN QUELQUES MOTS | 4 |
| RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ | 5 |
| A. Produits opérationnels | 6 |
| B. Charges opérationnelles..... | 7 |
| C. Éléments de bilan | 10 |
| D. Flux de trésorerie | 11 |
| E. Rappel des événements marquants depuis le 1er janvier 2019 | 12 |
| F. Nota | 12 |
| G. Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice..... | 12 |
| H. Transactions avec les parties liées | 13 |
| COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019..... | 14 |
| A. Bilan consolidé (en milliers d'euros) | 14 |
| B. Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros) | 15 |
| C. État du résultat global (en milliers d'euros) | 16 |
| D. Tableau des flux de trésorerie consolidé (en milliers d'euros) | 17 |
| E. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros) | 19 |
| F. Notes annexes aux états financiers..... | 20 |
| RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE..... | 45 |
| DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL..... | 46 |

INNATE PHARMA EN QUELQUES MOTS

Innate Pharma S.A. est une société de biotechnologies commerciale spécialisée en immuno-oncologie, dédiée à l'amélioration du traitement des cancers grâce à des anticorps thérapeutiques innovants exploitant le système immunitaire.

Le produit commercial d'Innate Pharma, Lumoxiti, pris en licence à AstraZeneca, a été approuvé par la FDA en septembre 2018. Lumoxiti est un produit d'oncologie « first-in-class » pour le traitement de la leucémie à tricholeucocytes (LT). Le large portefeuille d'anticorps d'Innate Pharma inclut plusieurs candidats potentiellement « first-in-class » au stade clinique et préclinique dans des cancers où le besoin médical est important.

Pionnière dans la biologie des cellules NK, Innate Pharma a élargi son expertise au microenvironnement tumoral et au ciblage d'antigènes tumoraux, ainsi qu'à l'ingénierie des anticorps. L'approche d'Innate Pharma lui a permis de nouer des alliances avec des sociétés leaders de la biopharmacie comme Bristol-Myers Squibb, Novo Nordisk A/S ou Sanofi ainsi qu'un partenariat multi-produits avec AstraZeneca.

Basée à Marseille et cotée en bourse sur Euronext Paris, Innate Pharma comptait 206 collaborateurs au 30 juin 2019.

Retrouvez Innate Pharma sur www.innate-pharma.com.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

La situation financière et les résultats d'Innate Pharma au 30 juin 2019 se caractérisent par :

- Une situation de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants et non courants s'élevant à 200,3 millions d'euros au 30 juin 2019 (202,7 millions d'euros au 31 décembre 2018). À la même date, les dettes financières s'élevaient à 5,0 millions d'euros, dont 3,2 millions d'euros de dettes non courantes (4,5 millions d'euros au 31 décembre 2018, dont 3,2 millions d'euros de dettes non courantes).
- Des produits opérationnels s'élevant à 59,2 millions d'euros (23,0 millions d'euros au premier semestre 2018 retraité) provenant principalement des accords de collaboration et de licence (51,6 millions d'euros) et du crédit impôt recherche (7,6 millions d'euros). Les revenus des accords de collaboration et

de licence correspondent principalement des contrats conclus avec AstraZeneca/MedImmunne.

- Des charges opérationnelles s'élevant à 45,9 millions d'euros (37,9 millions d'euros au premier semestre 2018 retraité), dont 80% consacrés à la recherche et au développement. Les dépenses de recherche et développement s'élèvent à 36,6 millions d'euros (32,3 millions d'euros au premier semestre 2018 retraité), en hausse de 4,3 millions d'euros expliquée notamment par la hausse de 4,2 millions d'euros des charges d'amortissements et de dépréciation suite à l'augmentation des immobilisations incorporelles sur la période.
- Un bénéfice net s'élevant à 13,2 millions d'euros (15,1 millions d'euros de perte nette au premier semestre 2018 retraité).

Note sur le retraitement

La Société a identifié des erreurs ayant une incidence sur le bilan consolidé au 30 juin 2018 et le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2018. La correction de ces erreurs n'a pas eu d'incidence sur la trésorerie de la période. Ces erreurs faisaient suite à la première application de la norme IFRS 15 au 1^{er}

janvier 2018. Elles ont été identifiées et corrigées au cours du 4^{ème} trimestre 2018. La Société a informé le marché de cette correction par un communiqué de presse le 15 novembre 2018.

L'impact de cette correction est présenté en Note 2.5 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019.

Note sur le changement de norme comptable au cours de la période

L'application des normes suivantes, nouvelles ou modifiées, est devenue obligatoire à partir de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. A ce titre, elles ont été adoptées par la Société :

- IFRS 16 «Contrats de location», qui remplace IAS 17 et les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).
- Amendements à IAS 19 «Avantages du personnel – Modification, élimination ou résiliation de régimes», obligatoire pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

• Amendements à IAS 28 concernant les «Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises».

• Amendements à IFRS 9 «Instruments financiers – Caractéristiques de remboursement anticipé avec compensation négative».

• IFRIC 23 «Incertitude sur les traitements fiscaux».

• Améliorations annuelles du cycle 2015–2017 (amendements à IAS 12, IAS 23, IFRS 3 et IFRS 11).

A. Produits opérationnels

Les produits opérationnels de la Société proviennent des revenus des accords de collaboration et de licence et du financement public de dépenses de recherche. Les produits opérationnels ont augmenté

de 36,2 millions d'euros, ou 157,2%, à 59,2 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à 23,0 millions d'euros pour le premier semestre 2018.

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--|---------------|-----------------------|
| Revenus des accords de collaboration et de licence | 51 588 | 16 209 |
| Financements publics de dépenses de recherche | 7 567 | 6 787 |
| Produits opérationnels | 59 155 | 22 996 |

Revenus des accords de collaboration et de licence

Les revenus des accords de collaboration et de licence ont augmenté de 35,4 millions d'euros, ou 218,3%, à 51,6 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à revenus des accords de collaboration et

de licence de 16,2 millions d'euros pour le premier semestre 2018. Ces revenus proviennent essentiellement des accords signés avec AstraZeneca qui sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--|---------------|-----------------------|
| Produits des accords de collaboration et de licence | 46 770 | 16 055 |
| <i>dont accord monalizumab</i> | 24 293 | 16 055 |
| <i>dont accord IPH5201</i> | 22 478 | - |
| Refacturation de frais de R&D (accords IPH5201 et IPH5401) | 4 418 | 154 |
| Gains de change au titre des contrats de collaboration | 400 | - |
| Revenus des accords de collaboration et de licence | 51 588 | 16 209 |

Revenus liés à monalizumab :

Les revenus liés à monalizumab ont augmenté de 8,2 millions d'euros, ou 51,3%, à 24,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à 16,1 millions d'euros pour le premier semestre 2018. Cette variation est principalement due (i) à la hausse de 100 millions USD du prix de la transaction suite à l'exercice de l'option par AstraZeneca en octobre 2018, qui a généré un revenu supplémentaire de 2,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019, et, (ii) à l'augmentation de 5,3 millions d'euros du revenu reconnu sur la période en fonction du pourcentage d'avancement des travaux de développement. Au 30 juin 2019, le passif de contrat relatif à monalizumab s'élève à 80,8 millions d'euros (36,9 millions d'euros

présentés en « Passif de contrats » et 43,9 millions d'euros en « Passif de contrats non courants »).

Revenus liés à IPH5201 :

Les revenus liés à IPH5201 pour le premier semestre 2019 s'élèvent à 22,5 millions d'euros. Il n'y avait pas de revenu lié à cet accord pour le premier semestre 2018. Ce montant résulte de la reconnaissance partielle de paiement initial non remboursable de 50,0 millions de dollars USD reçu d'AstraZeneca en octobre 2018, qui est reconnu sur la base du pourcentage d'avancement des travaux effectués. Au 30 juin 2019, le montant non encore reconnu en revenu s'élève à 5,4 millions d'euros, et, est classé en « Passif de contrats courants »).

Facturations de coûts de recherche et développement :

Le revenu résultant des refacturations de coûts de recherche et développement s'élève à 4,4 millions d'euros pour le premier semestre 2019 comparé à 0,2 millions d'euros pour le premier semestre 2018.

Financements publics de dépenses de recherche

Les financements publics de dépenses de recherche ont augmenté de 0,8 millions d'euros, ou 11,5%, à 7,6 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à 6,8 millions d'euros pour le premier semestre 2018. Cette variation provient principalement de la hausse de 1,3 millions d'euros du crédit d'impôt recherche, qui résulte essentiellement d'une hausse des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles en

Dans le cadre de nos accords avec AstraZeneca, les coûts cliniques pour les études de la phase I relatifs à IPH5401 sont partagés de façon égale entre Innate Pharma et AstraZeneca et les coûts de recherche et développement relatifs à IPH5201 sont entièrement supportés par AstraZeneca. Ces coûts font l'objet de facturations périodiques.

raison de la hausse des droits au titre de monalizumab suite au paiement complémentaire dû à Novo Nordisk A/S dès octobre 2018 et à l'amortissement des droits relatifs à IPH5201 à partir d'octobre 2018.

Le tableau ci-dessous présente le détail des financements publics de dépenses de recherche pour les premiers semestres 2019 et 2018 :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Crédit d'impôt recherche | 7 494 | 6 212 |
| Subventions | 73 | 575 |
| Financements publics de dépenses de recherche | 7 567 | 6 787 |

Le crédit d'impôt recherche correspond à 30% du montant des dépenses de recherche et développement éligibles de la période, déduction faite des subventions encaissées.

B. Charges opérationnelles

Le tableau suivant donne la répartition des charges opérationnelles pour le premier semestre 2019, avec un comparatif sur le premier semestre 2018 :

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--------------------------------|-----------------|-----------------------|
| Recherche et développement | (36 584) | (32 322) |
| Frais généraux | (9 295) | (5 576) |
| Charges opérationnelles | (45 879) | (37 898) |

Dépenses de recherche et développement

Nos dépenses de recherche et développement au cours des périodes sous revue résultent essentiellement de nos programmes monalizumab, IPH4102 et IPH5401 et se présentent de la façon suivante :

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|---|-----------------|--------------------------|
| Monalizumab | (2 192) | (5 507) |
| IPH4102 | (2 918) | (6 669) |
| IPH5401 | (2 805) | (4 498) |
| Autres programmes cliniques et pré-cliniques | (4 835) | (2 511) |
| Lumoxiti | (6 456) | - |
| Autres projets de recherche | (1 939) | (2 059) |
| Dépenses de recherche et développement directes | (21 145) | (21 244) |
| Dépenses de personnel (dont paiements en actions) | (7 808) | (6 891) |
| Amortissements et dépréciations | (6 348) | (2 190) |
| Autres dépenses | (1 283) | (1 997) |
| Personnel et autres dépenses | (15 439) | (11,078) |
| Total des dépenses de recherche et développement | (36 584) | (32 322) |

Les dépenses de recherche et développement ont augmenté de 4,3 millions d'euros, ou 13,2%, à 36,6 millions d'euros pour le premier semestre 2019, comparé à un montant de 32,3 millions d'euros pour le premier semestre 2018.

Les dépenses de recherche et développement représentent respectivement 79,7% et 85,3% des charges opérationnelles au 30 juin 2019 et 2018. Au 30 juin 2019, la Société comptait 157 employés affectés à la recherche et développement, contre 150 employés au 30 juin 2018.

Cette augmentation s'explique par les éléments suivants : (i) des dépenses de 6,5 millions d'euros relatives à la génération de données additionnelles sur Lumoxiti pour soumission réglementaire en Europe, (ii) une augmentation des charges de R&D de 2,3 millions d'euros suite aux travaux de développement des autres programmes pré-cliniques, (iii) une

augmentation de 4,2 millions d'euros des dotations aux amortissements et dépréciations résultant principalement du paiement complémentaire à NovoNordisk A/S sur les droits monalizumab du à partir d'octobre 2018, et de l'amortissement des droits IPH5201 et Lumoxiti à partir d'octobre 2018, (iv) une augmentation des salaires et traitements (0,5 million d'euros) et des paiements en action (0,4 million d'euros), ces éléments étant partiellement compensés par (v) la diminution de 3,8 millions d'euros, 3,3 millions d'euros et 1,7 millions d'euros respectivement des dépenses en lien avec les programmes IPH4102, monalizumab et IPH5401, dont certaines études sont arrivées à leur terme et débouchent sur de nouvelles étapes.

Frais généraux

Les frais généraux ont augmenté de 3,7 millions d'euros, ou 66,7%, à 9,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019, comparé à un montant de 5,6 millions d'euros pour le premier semestre 2018. Les frais généraux ont représenté respectivement 20,3%

et 14,7% des charges opérationnelles pour les périodes de six mois se terminant les 30 juin 2019 et 2018. Le tableau ci-dessous présente nos frais généraux par nature pour les périodes sous revue :

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 |
|---|----------------|----------------|
| Dépenses de personnel (dont paiements en actions) | (4 111) | (3 049) |
| Honoraires non scientifiques et consulting | (2 332) | (1 082) |
| Autres dépenses ⁽¹⁾ | (2 852) | (1 445) |
| Total frais généraux | (9 295) | (5 576) |

⁽¹⁾ Les autres dépenses sont liées à la propriété intellectuelle, aux coûts d'entretien de l'équipement des laboratoires et de nos locaux, aux amortissements et dépréciations et autres frais généraux et administratifs

Les dépenses de personnel incluent les rémunérations versées à nos salariés et consultants, en hausse de 1,1 millions d'euros, ou 34,8%, à 4,1 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à un montant de 3,0 millions d'euros pour le premier semestre 2018. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des dépenses de personnel et des paiements en actions (0,5 million d'euros chacune). Au 30 juin 2019, le personnel administratif s'élevait à 43 personnes contre 39 personnes au 30 juin 2018.

Les honoraires non scientifiques et consulting se composent essentiellement des honoraires de commissariat aux comptes, d'expertise-comptable, juridiques et de recrutement. Le poste a augmenté de 1,3 millions d'euros, ou 115,6%, à 2,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer à un montant de 1,1 million d'euros pour le premier semestre 2018. Cette augmentation s'explique principalement des frais en lien avec une potentielle augmentation de capital et des honoraires de recrutement et autres.

Produit (charge) net(te) provenant d'accords de distribution

La Société a comptabilisé une perte nette de 3,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019 au titre du contrat de distribution de Lumoxiti, correspondant au chiffre d'affaires résultant des ventes de Lumoxiti sur la période, déduction faite des frais administratifs et de production associés, incombant à la Société.

Résultat financier

Le résultat financier présente un gain net de 3,8 millions d'euros pour le premier semestre 2019, à comparer d'une perte nette de 0,6 million d'euros pour le premier semestre 2018. Le tableau ci-dessous présente les composantes de notre résultat financier pour les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|---|----------------|-----------------------|
| Intérêts sur actifs financiers | 893 | 720 |
| Variation de juste valeur des actifs financiers | 2 309 | 161 |
| Gains de change | 2 511 | 3 116 |
| Autres produits financiers | 5 | 201 |
| Produits financiers | 5 717 | 4 198 |
| Pertes de change | (1 888) | (2 920) |
| Variation de juste valeur des actifs financiers | - | (1 498) |
| Intérêts nets payés sur les emprunts | (45) | (55) |
| Autres charges financières | - | (275) |
| Charges financières | (1 933) | (4 748) |
| Résultat financier | 3 784 | (550) |

Pour les périodes présentées, les gains et pertes de change résultent principalement de l'impact sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de la variation du taux de change entre

l'euro et le dollar américain (USD). Les pertes de change latentes sur les instruments financiers sont relatives à des instruments non cotés.

C. Éléments de bilan

Au 30 juin 2019, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants et non courants détenus par la Société s'élevait à 200,3 millions d'euros contre 202,7 millions d'euros au 31 décembre 2018. La trésorerie nette au 30 juin 2019 s'élevait à 163,2 millions d'euros (166,2 millions d'euros au 31 décembre 2018). La trésorerie nette représente la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants diminués des dettes financières courantes. La trésorerie et les équivalents de trésorerie n'incluent pas le crédit d'impôt recherche 2018 qui a été encaissé au cours du troisième trimestre 2019 (13,5 millions d'euros).

Depuis sa création en 1999, la Société a été financée par les paiements reçus de ses partenaires au titre de ses accords de licence et de collaboration (415,9 millions d'euros au total), par l'émission d'actions nouvelles (240,4 millions d'euros au total, hors rémunérations en instruments en actions). La Société a également bénéficié du Crédit d'impôt recherche (80,6 millions d'euros au total, dont 13,5 millions d'euros encaissés en juillet 2019) et de financements reçus de BPI France (ex-Oséo) sous forme d'avances remboursables non porteuses d'intérêt et de Prêt à Taux Zéro Innovation (PTZI). Au 30 juin 2019, le

montant restant dû au titre de ces avances remboursables et prêts à taux zéro s'élève à 0,7 millions d'euros, comptabilisé en passifs financiers courants pour 0,4 millions d'euros et non courants pour 0,3 millions d'euros. La Société a également un emprunt bancaire de 1,3 millions d'euros au 30 juin 2019 et des dettes de location pour un montant de 2,6 millions d'euros.

Les autres éléments clés du bilan au 30 juin 2019 sont :

- Des passifs de contrat de 103,6 millions d'euros (dont 61,4 millions d'euros comptabilisés en 'Passifs de contrat - non courant') et des dettes sur collaboration de 27,8 millions d'euros (dont 5,9 millions d'euros comptabilisées en 'Dettes sur collaboration - non courant') correspondant à la partie du paiement initial reçu d'AstraZeneca non encore reconnue en résultat ou utilisée dans le cadre du co-financement du programme monalizumab avec AstraZeneca.
- Une créance de 21,0 millions d'euros sur l'Etat français au titre du crédit d'impôt recherche pour l'année 2018 et le premier semestre 2019.
- Des immobilisations incorporelles d'une valeur nette comptable de 87,9 millions d'euros,

correspondant principalement aux droits et licences relatifs à l'acquisition des droits monalizumab, IPH5201, IPH5401 et Lumoxiti.

- Des capitaux propres s'élevant à 181,3 millions d'euros, incluant le bénéfice net pour le premier semestre 2019 de 13,2 millions d'euros.

D. Flux de trésorerie

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 149,4 millions d'euros, soit une diminution de 2,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018.

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie pour les premiers semestres 2019 et 2018 respectivement :

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 ⁽¹⁾ | 30 juin 2018 retraité |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | 59 635 | (33 927) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements | (61 798) | 14 764 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | (772) | (685) |
| Effets des variations de change | (3) | (17) |
| Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie : | (2 938) | (19 865) |

- (1) Le tableau de flux de trésorerie intermédiaire pour le premier semestre 2019 inclut les impacts de la première application de la norme IFRS 16 « contrats de location » devenue applicable le 1^{er} janvier 2019, appliquée par la Société selon la méthode rétrospective simplifiée. Par conséquent, les informations comparatives pour le premier semestre 2018 n'ont pas été modifiées. Voir la note 2.4 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 pour plus de détails sur l'impact de la transition.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles:

Nos flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles ont augmenté de 93,6 millions d'euros pour atteindre 59,6 millions d'euros au premier semestre 2019 en comparaison d'un flux de trésorerie négatif de 33,9 millions d'euros (consommés) pour les activités opérationnelles au premier semestre 2018. Cette évolution s'explique principalement par l'encaissement des paiements de 87,7 millions d'euros et 21,1 millions d'euros reçus d'AstraZeneca en janvier 2019 dans le cadre des accords relatifs à monalizumab et IPH5201, respectivement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :

Nos flux de trésorerie nets consommés par les activités d'investissement pour le premier semestre 2019 se sont élevés à 61,8 millions d'euros et sont principalement constitués d'acquisitions d'immobilisations incorporelles pour 64,1 millions d'euros. Ce montant est principalement lié au paiement des droits de Lumoxiti (50,0 millions de dollars ou 43,8 millions d'euros), au paiement

complémentaire effectué auprès de Novo Nordisk A/S pour les droits du monalizumab (15,0 millions de dollars ou 13,1 millions d'euros) et au paiement effectué à Orega Biotech pour les droits de l'IPH5201 (anti -CD 39) (7,0 millions d'euros).

Nos flux de trésorerie nets générés par les activités d'investissement pour le premier semestre 2018 se sont élevés à 14,8 millions d'euros et se composent principalement de (i) cessions d'actifs financiers nets pour 14,9 millions d'euros, (ii) d'intérêts perçus sur des actifs financiers pour un montant de 0,9 millions moins, moins (iii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles nettes pour 0,3 millions d'euros et (iv) ses acquisitions d'immobilisations corporelles nettes pour 0,7 million d'euros.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement:

Nos flux de trésorerie consommés par les activités de financement pour le premier semestre 2019 sont en hausse de 0,1 millions d'euros à 0,8 millions d'euros, comparé à des flux nets consommés de 0,7 millions d'euros au premier semestre 2018.

E. Rappel des événements marquants depuis le 1er janvier 2019

- En janvier et février 2019, la Société a versé, respectivement, un montant de 50,0 millions de dollars (43,8 millions d'euros) à AstraZeneca suite à l'acquisition de Lumoxiti, et un montant de 15,0 millions de dollar (13,1 millions d'euros) à Novo Nordisk A/S en tant que complément de prix pour les droits de monalizumab. Ces deux montants ont été comptabilisés comme des dettes fournisseurs - dettes en corrélation avec les dépenses en immobilisations au 31 décembre 2018.

- En janvier 2019, la Société a reçu 100,0 millions de dollars (87,7 millions d'euros) d'AstraZeneca en lien avec l'accord monalizumab et 24,0 millions de dollars (21,1 millions d'euros) d'AstraZeneca en lien avec l'accord IPH5201. Ces deux paiements ont été comptabilisés comme des créances courantes au 31 décembre 2018.

- Le 3 juin 2019, la Société a signé un accord avec la société Orega Biotech modifiant le contrat de licence signé le 4 janvier 2016. En vertu de cet accord, la Société est tenue de verser à Orega Biotech un montant de 7,0 millions d'euros à titre de

contrepartie de l'accord signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca concernant l'IPH5201. Ce versement a été réalisé en juin 2019 et comptabilisé comme une augmentation de l'immobilisation incorporelle relative à IPH5201. L'accord prévoit également des paiements supplémentaires éventuels de la part de la Société à Orega Biotech pour des achèvements d'étapes pouvant atteindre 51,5 millions d'euros, ainsi que des paiements potentiels indexés sur les produits des sous-licences perçues par la Société dans le cadre de l'accord avec AstraZeneca.

- Le 31 juillet 2019, la Société a notifié à AstraZeneca sa décision de cofinancer un futur programme de développement clinique de Phase III de monalizumab.

- Le 3 août 2019, la Société a tiré la partie restante des 15,2 millions d'euros d'emprunt accordé en juillet 2017 par la Société Générale, pour un montant de 13,9 millions d'euros. Le prêt était de 1,3 millions d'euros au 30 juin 2019. L'échéancier de remboursement débute au 30 août 2019.

F. Nota

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 ont été établis conformément à la norme IAS 34 adoptée par l'UE, et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ils ont été arrêtés par le Directoire de la Société le 12 septembre 2019 et revus

par le Conseil de surveillance de la Société le 12 septembre 2019. Ils ne seront pas soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale.

G. Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les facteurs de risque affectant la Société sont présentés au paragraphe 1.9 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 30 avril 2019 (numéro AMF

D.19-0444). Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société pourrait être confrontée dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans le document de référence disponible

sur le site internet de la Société. Ces risques sont susceptibles de survenir pendant les six mois restants

de l'exercice en cours mais également durant les exercices ultérieurs.

H. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées au cours des périodes sont présentées en Note 19 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019.

Aucune convention significative n'a été conclue avec un dirigeant ou un membre du Directoire postérieurement à la date du Document de référence relatif aux comptes clos le 31 décembre 2018.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

A. Bilan consolidé (en milliers d'euros)

| | Note | 30 juin 2019 ⁽¹⁾ | 31 décembre 2018 |
|---|------|-----------------------------|------------------|
| Actif | | | |
| Actif courant | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 | 149 376 | 152 314 |
| Actifs financiers courants | 4 | 15 578 | 15 217 |
| Créances courantes | 5 | 51 724 | 152 112 |
| Total actif courant | | 216 678 | 319 643 |
| Actif non courant | | | |
| Immobilisations incorporelles | 6 | 87 881 | 84 529 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 11 398 | 10 216 |
| Actifs financiers non courants | 4 | 35 320 | 35 181 |
| Autres actifs non courants | | 87 | 86 |
| Impôts différés actifs | 17 | 1 191 | 1 561 |
| Total actif non courant | | 135 877 | 131 574 |
| Total de l'Actif | | 352 555 | 451 216 |
| Passif | | | |
| Passif courant | | | |
| Dettes opérationnelles | 8 | 28 183 | 91 655 |
| Dettes sur collaboration | 13 | 21 888 | 20 987 |
| Passifs financiers courants | 9 | 1 722 | 1 347 |
| Passifs de contrat courants | 13 | 42 267 | 82 096 |
| Provisions – partie courante | 18 | 489 | 652 |
| Total passif courant | | 94 549 | 196 737 |
| Passif non courant | | | |
| Dettes sur collaboration | 13 | 5 950 | 10 669 |
| Passifs financiers non courants | 9 | 3 237 | 3 175 |
| Avantages au personnel | 10 | 4 809 | 3 697 |
| Passifs de contrat non courants | 13 | 61 368 | 68 098 |
| Provisions – partie non courante | 18 | 182 | 38 |
| Impôts différés passifs | 17 | 1 191 | 1 561 |
| Total passif non courant | | 76 739 | 87 238 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | 11 | 3 203 | 3 197 |
| Prime d'émission | 11 | 301 629 | 299 932 |
| Réserves et report à nouveau | | (134 911) | (137 840) |
| Autres réserves | | (1 895) | (1 099) |
| Résultat de l'exercice | | 13 240 | 3 049 |
| Total capitaux propres | | 181 266 | 167 240 |
| Total du Passif | | 352 555 | 451 216 |

(1) Les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué la méthode rétrospective simplifiée. Ainsi, les informations comparatives 2018 n'ont pas été retraitées. Les impacts de cette transition sont présentés en note 2.4.

B. Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros)

| | Note | 30 juin 2019 ⁽¹⁾ | 30 juin 2018 retraité ⁽²⁾ |
|---|------|-----------------------------|---|
| Revenus des accords de collaboration et de licence | 13 | 51 588 | 16 209 |
| Financements publics de dépenses de recherche | 13 | 7 567 | 6 787 |
| Produits opérationnels | | 59 155 | 22 996 |
| Recherche et développement | 14 | (36 584) | (32 322) |
| Frais généraux | 14 | (9 295) | (5 576) |
| Charges opérationnelles | | (45 879) | (37 898) |
| Produits (charges) net(tes) provenant d'accords de distribution | 15 | (3 820) | - |
| Résultat opérationnel | | 9 456 | (14 902) |
| Produits financiers | 16 | 5 717 | 4 198 |
| Charges financières | 16 | (1 933) | (4 748) |
| Résultat financier | | 3 784 | (550) |
| Résultat avant impôts | | 13 240 | (15 452) |
| Charge d'impôts sur le résultat | 17 | - | 333 |
| Résultat net de la période | | 13 240 | (15 118) |
| Résultats par action : | | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (milliers) | | 63 987 582 | 57 600 100 |
| (en € par action) | | | |
| - de base | 20 | 0,21 | (0,26) |
| - dilué | 20 | 0,20 | (0,26) |

(1) Les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué la méthode rétrospective simplifiée. Ainsi, les informations comparatives 2018 n'ont pas été retraitées. Les impacts de cette transition sont présentés en note 2.4.

(2) Le compte de résultat consolidé du semestre clos le 30 juin 2018 comprend des informations corrigées (voir la note 2.5 pour plus de détails).

C. État du résultat global (en milliers d'euros)

| En milliers d'euros | 30 juin 2019 ⁽¹⁾ | 30 juin 2018 retraité ⁽²⁾ |
|--|-----------------------------|---|
| Résultat net pour la période : | 13 240 | (15 118) |
| <i>Éléments n'étant pas amenés à être recyclés en compte de résultat :</i> | | |
| Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel | (794) | (966) |
| <i>Éléments amenés à être recyclés en compte de résultat :</i> | | |
| Écart de conversion | (3) | (17) |
| Autre éléments du résultat global sur la période : | (797) | (983) |
| Résultat global : | (12 443) | (16 101) |

⁽¹⁾ Les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1er janvier 2019. La Société a appliqué la méthode rétrospective simplifiée. Ainsi, les informations comparatives 2018 n'ont pas été retraitées. Les impacts de cette transition sont présentés en note 2.4.

⁽²⁾ L'état du résultat global du semestre clos le 30 juin 2018 comprend des informations correctives corrigées (voir la note 2.5 pour plus de détails).

D. Tableau des flux de trésorerie consolidé (en milliers d'euros)

| | Note | 30 juin 2019 ⁽¹⁾ | 30 juin 2018 retraité ⁽²⁾ |
|--|----------|-----------------------------|---|
| Résultat de la période | | 13 240 | (15 118) |
| Amortissements et dépréciations, net | 6, 7 | 6 826 | 2 439 |
| Provisions pour engagements sociaux | 10 | 318 | 225 |
| Provisions pour charges | | (70) | (823) |
| Paielements en actions | 14 | 1 975 | 1 065 |
| Variation des dépréciations sur actifs financiers | 4 | (2 308) | 1 432 |
| (Gains)/pertes de change sur actifs financiers | 4 | (90) | (1 022) |
| Variation des provisions d'intérêts sur actif financiers | 4 | (101) | (186) |
| Produits sur actifs financiers | 16 | (1 069) | (906) |
| Intérêts nets payés | 16 | 44 | 55 |
| Autres éléments du résultat de la période sans effet de trésorerie | | (317) | 181 |
| Marge brute d'autofinancement | | 18 448 | (12 658) |
| Variation du besoin en fonds de roulement | | 41 187 | (21 269) |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | 59 635 | (33 927) |
| Acquisition d'actifs incorporels, net | 5,6 & 8 | (64 130) | (343) |
| Acquisition d'actifs corporels, net | 7,8 | (738) | (709) |
| Cession d'actifs corporels | | - | 10 |
| Cession d'autres actifs immobilisés | | 1 | 26 |
| Cession d'actifs financiers non courants | 4 | 2 000 | 14 874 |
| Intérêts financiers reçus sur actifs financiers | 16 | 1 069 | 906 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements | | (61 798) | 14 764 |
| Impact net de l'émission d'actions | 11 | 1 | - |
| Remboursements des passifs financiers | 9 | (729) | (630) |
| Intérêts nets payés | 9,16 | (44) | (55) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | (772) | (685) |
| Effets des variations de change | | (3) | (17) |
| Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie : | | (2 938) | (19 865) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 4 | 152 314 | 99 367 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 4 | 149 376 | 79 502 |

⁽¹⁾ Les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué la méthode de transition rétrospective simplifiée. En ce sens, les informations comparatives 2018 n'ont pas été retraitées. Les impacts de cette transition sont présentés en note 2.4.

⁽²⁾ Le tableau de flux de trésorerie consolidé du semestre clos le 30 juin 2018 comprend des informations correctives (voir la note 2.5 pour plus de détails).

| Variation du besoin en fonds de roulement | Note | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 | Variation |
|--|------|------------------|------------------|---------------|
| Créances courantes (hors créances sur immobilisations) | 5 | 40 828 | 139 012 | 98 184 |
| Passifs sur contrat – part courante et non-courante | 13 | (103 636) | (150 195) | (46 559) |
| Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations) | 8 | (28 042) | (34 662) | (6 620) |
| Dettes sur collaboration – part courante et non-courante | 13 | (27 838) | (31 656) | (3 818) |
| Besoin en fonds de roulement | | (118 688) | (77 501) | 41 187 |

| Variation du besoin en fonds de roulement | Note | 30 juin 2018 retraité | 31 décembre 2017 | Variation | Incidences des retraitements IFRS 15 ⁽¹⁾ | Variation hors impact IFRS 15 |
|--|------|-----------------------|------------------|-----------------|---|-------------------------------|
| Créances courantes (hors créances sur immobilisations) | 5 | 25 761 | 21 412 | (4 349) | 0 | (4 349) |
| Passifs sur contrats – part courante et non-courante | 13 | (65 853) | (134 914) | (69 061) | 53 083 | (15 978) |
| Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations) | 8 | (22 809) | (24 583) | (1 774) | 5 156 | 3 382 |
| Dettes sur collaboration – part courante et non-courante | 13 | (40 427) | - | 40 427 | (44 751) | (4 324) |
| Besoin en fonds de roulement | | (103 328) | (138 085) | (34 757) | 13 488 | (21 269) |

⁽¹⁾ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 intègrent les effets de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15 devenues applicables au 1^{er} janvier 2018.

E. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros)

| | Actions ordinaires | Actions de préférences | Capital social | Prime d'émission | Réserves et report à nouveau | Autres réserves | Résultat de la période | Total revenant aux actionnaires de la Société |
|---|--------------------|------------------------|----------------|------------------|------------------------------|-----------------|------------------------|---|
| Solde au 31 décembre 2017 | 57 600 100 | 6 931 | 2 880 | 234 874 | (103 593) | 180 | (48 385) | 85 956 |
| Retraitement lié à la première application d'IFRS 9 | - | - | - | - | 653 | (653) | - | - |
| Retraitement lié à la première application d'IFRS 15 | - | - | - | - | 13 488 | - | - | 13 488 |
| Solde au 1er janvier 2018 après retraitement | 57 600 100 | 6 931 | 2 880 | 234 874 | (89 452) | (473) | (48 385) | 99 444 |
| Résultat de la période | - | - | - | - | - | - | (15 118) | (15 118) |
| Gains et pertes actuariels sur avantages au personnel | - | - | - | - | - | (966) | - | (966) |
| Écarts de conversion | - | - | - | - | - | (17) | - | (17) |
| Résultat global de la période | - | - | - | - | - | (983) | (15 118) | (16 101) |
| Affectation du résultat de l'exercice 2017 | - | - | - | - | (48 385) | - | 48 385 | - |
| Paiements en actions | - | - | - | 1 065 | - | - | - | 1 065 |
| Solde au 30 juin 2018 retraité ⁽²⁾ | 57 600 100 | 6 931 | 2 880 | 235 939 | (137 837) | (1 456) | (15 118) | 84 408 |
| Solde au 31 décembre 2018 | 63 932 655 | 6 931 | 3 197 | 299 932 | (137 840) | (1 099) | 3 049 | 167 239 |
| Retraitement lié à la première application d'IFRS 16 | - | - | - | - | (121) | - | - | (121) |
| Solde au 1er janvier 2019 (après retraitement)⁽¹⁾ | 63 932 655 | 6 931 | 3 197 | 299 932 | (137 961) | (1 099) | 3 049 | 167 120 |
| Résultat de la période | - | - | - | - | - | - | 13 240 | 13 240 |
| Gains et pertes actuariels sur avantages au personnel | - | - | - | - | - | (794) | - | (794) |
| Écarts de conversion | - | - | - | - | - | (3) | - | (3) |
| Résultat global de la période | - | - | - | - | - | (797) | 13 240 | 12 443 |
| Affectation du résultat de l'exercice 2018 | - | - | - | - | 3 049 | - | (3 049) | - |
| Exercice et souscription d'instruments de capitaux propres | 111 250 | 7 581 | 6 | (5) | - | - | - | 1 |
| Frais relatif à une possible augmentation de capital | - | - | - | (274) | - | - | - | (274) |
| Paiements en actions | - | - | - | 1 975 | - | - | - | 1 975 |
| Solde au 30 juin 2019 | 64 043 905 | 14 512 | 3 203 | 301 629 | (134 911) | (1 895) | 13 240 | 181 266 |

(1) Les comptes au 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué la méthode rétrospective simplifiée. En ce sens, les informations comparatives 2018 n'ont pas été retraitées. Les impacts de cette transition sont présentés en note 2.4.

(2) Le tableau de variation des capitaux propres du semestre clos le 30 juin 2018 comprend des informations corrigées (voir la note 2.5 pour plus de détails).

F. Notes annexes aux états financiers

1. La Société et évènements significatifs

1.1. La société

Innate Pharma SA (la «Société» et, avec ses filiales, dénommée le «Groupe»), est une société de biotechnologie axée sur la découverte, le développement et la commercialisation d'anticorps thérapeutiques de premier ordre destinés à exploiter le système immunitaire pour le traitement d'indications en oncologie avec un besoin médical important non satisfait.

La Société a une grande expérience dans la recherche et le développement en immuno-oncologie. Elle a été une pionnière dans la compréhension de la biologie des cellules NK (cellules tueuses naturelles) et a par la suite élargie son expertise dans les domaines du microenvironnement tumoral, des antigènes tumoraux et des anticorps. La Société a construit, en interne et dans le cadre de sa stratégie de développement, un portefeuille large et diversifié comprenant un produit approuvé, trois produits candidats au traitement clinique et un solide pipeline préclinique. La Société a également noué des collaborations avec des leaders du secteur biopharmaceutique, tels qu'AstraZeneca et Sanofi.

Depuis sa création, la Société a subi des pertes en raison de ses activités de recherche et développement («R&D»). Le semestre clos le 30 juin

2019 a généré un bénéfice net de 13 240 milliers d'euros. Au 30 juin 2019, les capitaux propres s'élèvent à 181 226 milliers d'euros. Sous réserve de percevoir de nouveaux paiements d'étape liés à ses accords de collaboration, la Société prévoit de subir des pertes supplémentaires jusqu'à ce que, le cas échéant, elle puisse générer des revenus importants de ses produits candidats en développement.

Les activités futures de la Société dépendent fortement d'une combinaison de facteurs, notamment : (i) le succès de ses activités de recherche et développement ; (ii) l'approbation réglementaire et l'acceptation sur le marché des futurs produits candidats de la Société ; (iii) l'achèvement en temps voulu et avec succès du financement supplémentaire ; et (iv) le développement de thérapies compétitives par d'autres sociétés de biotechnologie et pharmaceutiques. En conséquence, la Société est, et devrait continuer à court et à moyen termes, à être financée par le biais d'accords de collaboration pour le développement et la commercialisation de ses médicaments candidats et par l'émission de nouveaux instruments de capitaux propres.

L'activité de la Société n'est pas soumise à des effets de saisonnalité.

Au 30 juin 2019, la Société détenait deux filiales à 100% : Innate Pharma, Inc., constituée sous le régime des lois du Delaware en 2009, et Innate Pharma France SAS, constituée sous le régime des lois applicables en France en 2018.

1.2. Événements significatifs survenus lors du premier semestre 2019

- En janvier et février 2019, la Société a versé, respectivement, un montant de 50 000 milliers de dollars (43 800 milliers d'euros) à AstraZeneca suite à l'acquisition de Lumoxiti, et, un montant de 15 000 milliers de dollars (13 100 milliers d'euros) à Novo Nordisk A/S en tant que complément de prix sur les droits monalizumab. Ces deux montants étaient comptabilisés en Dettes opérationnelles (fournisseurs d'immobilisations) au 31 décembre 2018.

- En janvier 2019, la Société a reçu d'AstraZeneca 100 000 milliers de dollars (87 700 milliers d'euros) suite à la levée d'option intervenue en octobre 2018 au titre de l'accord monalizumab, et un montant de 24 000 milliers de dollars (21,100 milliers d'euros) suite à l'accord sur les droits relatifs à IPH5201. Ces deux montants étaient comptabilisés en Créances courantes au 31 décembre 2018.

- Le 3 juin 2019, la Société a signé un accord avec la société Orega Biotech modifiant le contrat de

licence signé le 4 janvier 2016. En vertu de cet accord, la Société est tenue de verser à Orega Biotech un montant de 7,0 millions d'euros à titre de contrepartie de l'accord signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca concernant l'IPH5201. Ce versement a été réalisé en juin 2019 et comptabilisé comme une augmentation de l'immobilisation incorporelle relative à IPH5201. L'accord prévoit

également des paiements supplémentaires éventuels de la part de la Société à Orega Biotech pour des achèvements d'étapes pouvant atteindre 51,5 millions d'euros, ainsi que des paiements potentiels indexés sur les produits des sous-licences perçues par la Société dans le cadre de l'accord avec AstraZeneca.

2. Principes comptables

2.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2019 (les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019) ont été préparés sous la responsabilité de la direction de la Société conformément aux hypothèses sous-jacentes de continuité d'exploitation, étant donné que les pertes historiquement constatées résultent du caractère innovant des produits développés, impliquant de longues phases de recherche et développement. Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» publiés par l'International Accounting Standard Board («IASB») et ont été approuvés et autorisés à être publiés par le directoire le 12 septembre 2019.

Les normes comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses sous-jacentes, à savoir (i) la continuité de l'exploitation, (ii) la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et (iii) l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales régissant la préparation et la présentation des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales

d'information financière («IFRS»). Les comptes consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les résultats des opérations pour le semestre clos le 30 juin 2019 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats attendus pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 ou pour toute autre période intermédiaire ou toute année future.

À l'exception du nombre d'actions et des montants par action, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Certains montants peuvent être arrondis pour le calcul de l'information financière contenue dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. En conséquence, les totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres précédents.

2.2. Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des comptes consolidés résumés, conformément aux règles prescrites par les normes IFRS, nécessite l'utilisation d'estimations et la formulation d'hypothèses ayant une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés en revenus et en charges au cours de la période de référence.

Ces estimations peuvent être révisées lorsque les circonstances sur lesquelles elles sont fondées changent. Les résultats réels peuvent donc différer des estimations initialement formulées. Les estimations et les jugements sont principalement utilisés pour :

- la comptabilisation des accords de collaboration et de licence (notes 6 et 13) ;
- l'évaluation des coûts de sous-traitance liés aux essais cliniques (note 14) ;

- l'estimation des coûts de développement partagés et des coûts de transition dans le cadre des contrats AstraZeneca liés à monalizumab et Lumoxiti (note 5 et 13) ;

2.3. Normes comptables

L'application des normes nouvelles et modifiées suivantes est obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2019. A ce titre, elles ont été adoptées par la Société :

- IFRS 16 «Contrats de location», qui remplace IAS 17 et les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).
- Amendements à IAS 19 «Avantages du personnel – Modification, élimination ou résiliation de régimes», obligatoire pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019.
- Amendements à IAS 28 concernant les «Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises».

2.4. Impact de la première application d'IFRS 16 dans les comptes présentés au 30 juin 2019

La norme IFRS 16 a été publiée en janvier 2016. Elle remplace (i) IAS 17, Contrats de location, (ii) IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, (iii) SIC-15 Contrats de location-exploitation-incitations et (iv) SIC-27, Évaluation de la substance des transactions revêtant la forme juridique d'un contrat de location.

La norme IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicable aux contrats de location et impose aux preneurs (bail) de comptabiliser tous les contrats de location selon un modèle unique au bilan similaire à la comptabilisation des contrats de location-financement selon IAS 17. La norme comprend deux exemptions de comptabilisation pour les locataires : (i) contrats de location d'actifs de «faible valeur» (ordinateurs personnels, par exemple) et/ou (ii) contrats de location à court terme (contrats d'une durée inférieure à 12 mois). À la date d'entrée en vigueur d'un contrat de location, le preneur enregistre un

- l'estimation de la valeur recouvrable des licences acquises et en cours de développement (note 6);
- l'estimation de la durée d'utilité des licences acquises (note 6).

- Amendements à IFRS 9 «Instruments financiers – Caractéristiques de remboursement anticipé avec compensation négative».
- IFRIC 23 «Incertitude sur les traitements fiscaux».
- Améliorations annuelles du cycle 2015–2017 (amendements à IAS 12, IAS 23, IFRS 3 et IFRS 11).

A l'exception d'IFRS 16, ces normes et interprétations n'ont eu aucune incidence sur les comptes consolidés résumés clos au 30 juin 2019

passif au titre des paiements de location (i.e Le passif locatif) et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pendant la durée du contrat (i.e L'actif avec droit d'usage). Les preneurs sont tenus de comptabiliser séparément les intérêts débiteurs sur le passif du contrat de location et la charge d'amortissement sur l'actif lié au droit d'utilisation. La modification de la présentation des charges de contrats de location simple entraîne une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement.

Selon la nouvelle norme, la Société a déterminé la durée du contrat de location, y compris l'option de prorogation ou de résiliation convenue par le preneur. L'évaluation de ces options a été effectuée au début d'un contrat de location et a nécessité un jugement de la part de la direction. L'évaluation du passif au titre de la location équivaut à la valeur actuelle des paiements de location restant requis en utilisant un taux d'actualisation approprié

conformément à IFRS 16. Le taux d'actualisation correspond au taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou, s'il est impossible de le déterminer, au taux d'emprunt supporté par la Société à la date du début du bail. Le taux d'emprunt peut avoir une incidence importante sur la valeur actuelle nette de l'actif lié au droit d'utilisation et sur le passif au titre des contrats de location comptabilisés. Les locataires réévaluent le passif du contrat de location à la survenance de certains événements (par exemple, une modification de la durée du contrat de location, une modification des paiements de location futurs résultant d'un changement d'indice ou de taux utilisé pour déterminer ces paiements). Le preneur comptabilise généralement le montant de la réévaluation du passif du contrat de location en tant qu'ajustement de l'actif lié au droit d'utilisation.

Suite aux analyses effectuées par la Société, les contrats impactés par cette nouvelle norme concernent principalement la location de locaux. En ce qui concerne la méthode de transition, la Société a opté pour l'approche rétrospective simplifiée des contrats précédemment comptabilisés en tant que contrats de location en vertu de IAS 17 ou IFRIC 4 et, par conséquent, ne comptabilisera les contrats de location au bilan qu'à compter du 1er janvier 2019. Par conséquent, les informations ne sont pas

retraitées et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 est présenté en tant qu'ajustement des réserves d'ouverture. À compter du 1er janvier 2019, le droit d'utilisation (ROU - *right of use*) est comptabilisé à l'actif pour sa valeur nette (comme si IFRS 16 avait toujours été appliqué) et la valeur actuelle des paiements restants est comptabilisée à titre de passif. Conformément à la norme IFRS 16, la Société applique les principes suivants:

- appliquer un taux d'actualisation unique aux actifs présentant des caractéristiques similaires;
- utiliser des connaissances a posteriori pour déterminer la durée de location des contrats comportant une option de prolongation ou résiliation ;
- utiliser l'exemption sur les contrats de location dont le terme arrive dans les 12 mois à compter de la date de la première application, les considérant ainsi comme des contrats de location à court-terme; et
- exclure les contrats de location d'actifs ayant une valeur de remplacement de moins de 5 millions d'euros.

L'impact de la première adoption de la norme IFRS 16 sur l'état de la situation financière au 1er janvier 2019 est présenté ci-dessous :

| | Note | 31 décembre 2018 tel que publié | Retraitement lié à la première application d'IFRS 16 | 1er janvier 2019, retraité |
|---------------------------------|------|------------------------------------|--|-------------------------------|
| Actif | | | | |
| Actif courant | | | | |
| Total actif courant | | 319 643 | - | 319 643 |
| Actif non courant | | | | |
| Immobilisations corporelles | 7 | 10 216 | 1 097 | 11 313 |
| Total actif non courant | | 131 574 | 1 097 | 132 671 |
| Total de l'Actif | | 451 216 | 1 097 | 452 313 |
| Passif | | | | |
| Passif courant | | | | |
| Passifs financiers courants | 9 | 1 347 | 320 | 1 667 |
| Total passif courant | | 196 737 | 320 | 197 057 |
| Passif non courant | | | | |
| Passifs financiers non courants | 9 | 3 175 | 848 | 4 023 |
| Provisions | 18 | 38 | 50 | 88 |
| Total passif non courant | | 87 238 | 898 | 88 136 |
| Capitaux propres | | | | |
| Réserves et report à nouveau | | (137 840) | (121) | (137 961) |
| Total capitaux propres | | 167 240 | (121) | 167 119 |
| Total du Passif | | 451 216 | 1 097 | 452 313 |

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1^{er} janvier 2019 pour l'ensemble des dettes de loyer s'élève à 2,01%.

La réconciliation entre les engagements hors bilan de location simple présentés au 31 décembre 2018 et les dettes locatives comptabilisées en application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est présentée ci-dessous :

| | |
|--|--------------|
| Engagements hors bilan de location simple présentés au 31 décembre 2018 | 769 |
| Dettes de location-financement au 31 décembre 2018 | 2 098 |
| Allongement de la durée du bail au titre du bâtiment "Le Virage" | 445 |
| Effet de l'actualisation | (46) |
| Exemption | - |
| Dettes locatives au 1er janvier 2019 | 3 266 |

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact significatif sur les flux de trésorerie consolidés semestriels et le compte de résultat consolidé semestriel.

2.5. Informations correctives pour le 30 juin 2018

La Société a identifié au cours du 4^{ème} trimestre 2018 des erreurs dans l'estimation de l'avancement des revenus liés à monalizumab dans le cadre de la première application d'IFRS 15, celles-ci ayant une incidence sur le bilan consolidé au 30 juin 2018 et le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2018. La correction de ces erreurs n'a pas eu d'incidence sur la trésorerie. La Société a effectué les corrections nécessaires et en a informé le marché par un communiqué de presse le 15 novembre 2018.

Les incidences nettes d'impôt de ces erreurs sont les suivantes : (i) une réduction de la perte nette du 1^{er} semestre 2018 de 1 072 milliers d'euros ; (ii) une hausse des réserves et report à nouveau de 3 655 milliers d'euros au 30 juin 2018 (incidence de la correction au 1^{er} janvier 2018) ; et (iii) une augmentation de la variation en fonds de roulement du 1^{er} semestre 2018 de 1 072 milliers d'euros.

Ainsi, la Société a corrigé le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2018 comme suit :

| | Six mois clos le 30 juin, | | |
|--|---------------------------|--------------|-------------------|
| | 2018 (publié) | Corrections | 2018 (retraité) |
| Revenus des accords de collaboration et de licence | 16 879 | (670) | 16 209 |
| Financements publics de dépenses de recherche | 6 787 | - | 6 787 |
| Produits opérationnels | 23 666 | (670) | 22 996 |
| Recherche et développement | (33 828) | 1 506 | (32 322) |
| Frais généraux | (5 576) | - | (5 576) |
| Charges opérationnelles nettes | (39 404) | 1 506 | (37 898) |
| Produit (charge) net(te) provenant d'accords de distribution | - | - | - |
| Résultat opérationnel | (15 738) | 836 | (14 902) |
| Produits financiers | 3 961 | 237 | 4 198 |
| Charges financières | (4 748) | - | (4 748) |
| Résultat financier (net) | (787) | 237 | (550) |
| Résultat avant impôts sur le résultat | (16 524) | 1 072 | (15 452) |
| Charge d'impôt sur le résultat | 333 | - | 333 |
| Résultat net de la période | (16 191) | 1 072 | (15 118) |
| Résultats par action : | | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (milliers) | 57 600 100 | | 57 600 100 |
| (en € par action) | | | |
| - de base | (0,28) | 0,02 | (0,26) |
| - dilué | (0,28) | 0,02 | (0,26) |

2.6. Conversion des transactions en devise étrangère

| | 30 juin 2018 | | 31 décembre 2018 | | 30 juin 2019 | |
|-----------|--------------|-----------------|------------------|-----------------|--------------|-----------------|
| €1 égal à | Taux moyen | Taux de clôture | Taux moyen | Taux de clôture | Taux moyen | Taux de clôture |
| USD | 1,1203 | 1,1658 | 1,1810 | 1,1450 | 1,1299 | 1,1380 |

2.7. Information sectorielle

Pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8 Operating segments et à des fins de reporting interne, la Société effectue une analyse par segment d'activité. Elle considère que ces opérations se regroupent en un seul segment, la recherche et le développement (R&D) de produits pharmaceutiques pour une commercialisation future. La R&D de la Société est effectuée en France. Les principaux décideurs opérationnels de la Société (à savoir les membres du comité exécutif) pilotent la performance opérationnelle de la Société avec comme principal

indicateur la consommation de la trésorerie par l'activité de R&D. Pour cette raison, ils considèrent qu'il n'est pas approprié de présenter différents segments d'activité dans les reporting internes de la Société. Cette appréciation peut être amené à évoluer dans le futur dans la mesure où les ventes de Lumoxiti vont croître au terme de la période de transition (cf note 15).

Sur la période de 6 mois clôturée les semestres clos au 30 juin 2019 et au 30 juin 2018, le revenu est généré par un seul client.

3. Gestion des risques financiers

La Société n'a pas identifié d'autres risques que ceux présentés dans les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

4. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|----------------|------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 149 376 | 152 314 |
| Actifs financiers courants | 15 578 | 15 217 |
| <i>Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants</i> | <i>164 954</i> | <i>167 531</i> |
| Actifs financiers non courants | 35 320 | 35 181 |
| Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers | 200 274 | 202 712 |

La variation des actifs financiers (courants et non courants) pour les premiers semestres 2018 et 2019 se présente ainsi :

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2018 | Acquisitions | Cessions | Variation de juste valeur par compte de résultat | Variation des intérêts courus | Variation de change | 30 juin 2019 |
|--------------------------------|------------------|--------------|----------------|--|-------------------------------|---------------------|---------------|
| Actifs financiers courants | 15 217 | - | - | 271 | - | 90 | 15 578 |
| Actifs financiers non courants | 35 181 | - | (2 000) | 2 037 | 101 | - | 35 320 |
| Total actifs financiers | 50 398 | - | (2 000) | 2 308 | 101 | 90 | 50 898 |

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2017 | Acquisitions | Cessions | Variation de juste valeur par compte de résultat | Variation des intérêts courus | Variation de change | 30 juin 2018 |
|--------------------------------|------------------|--------------|-----------------|--|-------------------------------|---------------------|---------------|
| Actifs financiers courants | 16 743 | - | - | 163 | - | 472 | 17 379 |
| Actifs financiers non courants | 60 469 | - | (14 874) | (1 595) | 186 | 550 | 44 734 |
| Total actifs financiers | 77 212 | - | (14 874) | (1 432) | 186 | 1 022 | 62 114 |

Au premier semestre 2019, les variations de juste valeur comptabilisées en compte de résultat se composent uniquement de 2 308 milliers d'euros de gains latents sur actifs financiers courants et non courants. Au premier semestre 2018, les variations de juste valeur comptabilisées en compte de résultat se composaient de 163 milliers d'euros de gains latents et de 1 595 milliers d'euros de pertes latentes sur actifs financiers courants et non courants (voir note 16).

4.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de comptes bancaires courants, de comptes d'épargne et de comptes à terme.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|----------------|------------------|
| Comptes bancaires courants | 81 229 | 111 726 |
| Comptes d'épargne | 19 015 | 19 001 |
| Comptes à terme | 44 682 | 17 220 |
| Parts d'OPCVM | 4 450 | 4 367 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 149 376 | 152 314 |

4.2. Actifs financiers courants

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|-----------------------------------|---------------|------------------|
| Parts d'OPCVM | 15 578 | 15 217 |
| Actifs financiers courants | 15 578 | 15 217 |

4.3. Actifs financiers non courants

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|--|---------------|------------------|
| Parts d'OPCVM | 22 031 | 21 644 |
| Autres instruments financiers non courants | 13 289 | 11 494 |
| Autres actifs financiers non courants | - | 2 043 |
| Actifs financiers non courants | 35 320 | 35 181 |

La Société n'investit que dans des fonds à très faible risque. Au 30 juin 2019, la Société détenait des actions de cinq fonds communs de placement. Les profils de risque de ces fonds sont notés de 1 à 7 par l'institution financière qui les gère et les commercialise (1 représentant le profil de risque le plus faible). Lorsque les parts d'OPCVM ont une maturité supérieure à un an, elles sont classées en tant qu'instruments financiers non courants. Les

actifs financiers et autres instruments financiers non courants comprennent généralement une garantie de capital à la date d'échéance (qui est toujours supérieure à un an). La Société définit ces instruments comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et classés dans les actifs non courants en raison de leur échéance.

4.4. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers par devise

| (en milliers d'euros) | au 30 juin 2019 | | | au 31 décembre 2018 | | |
|--|-----------------|---------------|----------------|---------------------|---------------|----------------|
| | € | \$ | Total | € | \$ | Total |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 86 829 | 62 547 | 149 376 | 93 089 | 59 225 | 152 314 |
| Actifs financiers courants et non courants | 35 320 | 15 578 | 50 898 | 35 181 | 15 217 | 50 398 |
| Total | 122 149 | 78 125 | 200 274 | 128 270 | 74 442 | 202 712 |

La part des actifs financiers détenue et libellée en dollars US sera utilisée par la Société pour faire face à ses dépenses libellées dans cette monnaie au cours des prochaines années.

5. Créances courantes

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|---------------|------------------|
| Autres créances ⁽¹⁾ | 410 | 1 08 585 |
| Avoirs à recevoir hors avoirs à recevoir sur immobilisations | 336 | 5 539 |
| Crédit d'impôt recherche ⁽²⁾ | 20 996 | 13 503 |
| Autres crédits d'impôt et carry-back | 514 | 538 |
| Charges constatées d'avance | 6 769 | 4 211 |
| Crédit de TVA | 5 578 | 2 807 |
| Créances clients | 5 518 | 2 522 |
| Avances et acomptes versés aux fournisseurs | 707 | 1 264 |
| Remboursement à recevoir | - | 43 |
| Créances courantes hors avoir à recevoir sur immobilisations | 40 828 | 139 012 |
| Avoirs à recevoir sur immobilisations ⁽³⁾ | 10 896 | 13 100 |
| Créances courantes | 51 724 | 152 112 |

⁽¹⁾ Les autres créances au 31 décembre 2018 correspondaient principalement aux montants dus par AstraZeneca au titre de l'exercice de l'option de licence exclusive pour monalizumab (100 000 milliers de dollars USD, soit 87 655 milliers d'euros) et du paiement initial relatif à l'option accordée sur l'IPH5201 (24 000 milliers de dollars, soit 20 961 milliers d'euros). Ces montants ont été encaissés en janvier 2019.

⁽²⁾ Le CIR est comptabilisé en produits opérationnels au cours de l'exercice auquel se rapportent les dépenses de recherche éligibles. La Société a obtenu en 2018 le remboursement du CIR pour l'année d'imposition 2017 d'un montant de 11 022 milliers d'euros, et le remboursement du CIR pour l'année d'imposition 2018 d'un montant de 13 503 milliers d'euros en juillet 2019. La Société a enregistré une créance de CIR supplémentaire au titre du semestre clos le 30 juin 2019 de 7 493 milliers d'euros.

⁽³⁾ Ce montant correspond à l'estimation de la Société de l'avoir à recevoir concernant la remise accordée par AstraZeneca au titre de la période 2019 sur des coûts de développement et de commercialisation dans le cadre de l'acquisition de Lumoxiti. La Société remboursera à AstraZeneca les coûts de développement, de production et de commercialisation supportés par AstraZeneca au cours de la période de transition. Cette remise, estimée à 12 400 milliers de dollars USD (15 000 milliers de dollars USD au 31 décembre 2018) devrait être encaissée sur l'exercice 2019. Cette diminution de 2 600 milliers de dollars USD (2 260 milliers d'euros) résulte des dernières informations obtenues d'AstraZeneca. La valeur comptable de l'actif incorporel a été également ajustée en conséquence (cf. note 6).

La valeur nette comptable des créances courantes est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur estimée.

Toutes les créances courantes ont une échéance inférieure à un an. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée compte tenu du faible niveau de risque de crédit des créanciers.

6. Immobilisations incorporelles

| (en milliers d'euros) | Licences acquises | Autres immobilisations incorporelles | Immobilisations incorporelles en cours | Total des immobilisations incorporelles |
|---|------------------------|--|--|---|
| Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2018 | | | | |
| Solde net à l'ouverture | 6 013 | 179 | 40 000 | 46 192 |
| Acquisitions | - | 300 | 94 | 394 |
| Amortissements | (1 593) ⁽¹⁾ | (92) | - | (1 685) |
| Solde net au 30 juin 2018 | 4 420 | 387 | 40 094 | 44 903 |
| Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2019 | | | | |
| Solde net à l'ouverture | 44 184 | 345 | 40 000 | 84 529 |
| Acquisitions | - | 59 | - | 59 |
| Paievements variables | 9 260 ⁽²⁾ | - | - | 9 260 |
| Sorties | - | - | - | - |
| Amortissements | (5 769) ⁽³⁾ | (59) | - | (5 828) |
| Transferts | - | (139) | - | (139) |
| | | | | - |
| Solde net au 30 juin 2019 | 47 675 | 206 | 40 000 | 87 881 |

(1) Ce montant correspond à l'amortissement des droits sur le monalizumab.

(2) Ce montant comprend notamment : (i) Un montant de 7 000 milliers d'euros au titre du versement complémentaire effectué auprès d'Orega Biotech en juin 2019, en lien avec les droits sur IPH5201 (voir note 1) ;

et (ii) Un montant de 2 260 milliers d'euros suite à l'actualisation de l'estimation de l'avoir à recevoir d'AstraZeneca dans le cadre de l'acquisition des droits sur le Lumoxiti (voir note 5).

(3) Ce montant correspond aux amortissements des droits sur le monalizumab (2 341 milliers d'euros), IPH5201 (2 191 milliers d'euros) et Lumoxiti (1 237 milliers d'euros).

Droits monalizumab relatif à l'accord monalizumab (NKG2A) signé en 2014 avec Novo Nordisk

Depuis leur acquisition, les droits relatifs à monalizumab sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle prévue des essais de phase II. La Société a réévalué la durée résiduelle prévue des essais de phase II au 30 juin 2019. La Société a ainsi estimé que les droits liés à monalizumab seront totalement amortis à la fin du premier semestre 2021 par rapport à un horizon fin 2019 selon l'estimation faite au 31 décembre 2018. Cette modification s'explique conjointement par l'achèvement de certains essais cliniques et par l'initiation de nouvelles cohortes. L'impact de cette modification au 30 juin 2019 est de 2 332 milliers d'euros.

La valeur nette comptable des droits relatifs à monalizumab s'élevait respectivement à 10 393 milliers d'euros et 12 733 milliers d'euros au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

Droits Lumoxiti acquis d'AstraZeneca suite à l'accord multi-termes signé en octobre 2018

La licence est amortie linéairement jusqu'au 31 juillet 2031, date correspondant à l'expiration des brevets relatifs à la composition actuelle du produit (à l'exclusion des extensions de brevet ou brevets supplémentaires). La valeur comptable nette des droits de Lumoxiti s'élevait respectivement à 31 011 milliers d'euros et à 29 987 milliers d'euros au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

La Société a appliqué la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » et a évalué s'il existait un indice quelconque de perte de valeur pouvant amener à la dépréciation de l'immobilisation incorporelle comptabilisée. La Société a estimé la valeur recouvrable des actifs incorporels de Lumoxiti en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie qui a confirmé que ces actifs n'avaient pas subi de perte de valeur. Les principales hypothèses

suivantes ont été utilisées pour déterminer la valeur recouvrable, sur la base des flux de trésorerie déterminés grâce au plan de commercialisation et au budget approuvés par la direction

- Le taux d'actualisation est de 12% ;
- Des hypothèses d'augmentation de prix et de volumes de vente sur la base du marché potentiel et performances observés de produits comparables;

- Un coefficient d'érosion sur le revenu anticipé à partir de la date de fin de protection des brevets.

- Des tests de sensibilité portant sur ces hypothèses, dont le taux d'actualisation (+/- 3%), le prix de vente (+/- 10%) et le coefficient d'érosion des ventes à partir de la date de fin de protection des brevets (+/- 5%) ont été réalisés.

7. Immobilisations corporelles

| (en milliers d'euros) | Terrain et constructions | Matériel de laboratoire et autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours | Total des immobilisations corporelles | Dont actifs de location financement |
|---|--------------------------|---|--------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2018 | | | | | |
| Solde à l'ouverture | 4 093 | 6 602 | 34 | 10 729 | 5 478 |
| Acquisitions | - | 504 | 207 | 711 | - |
| Cessions | - | (10) | - | (10) | - |
| Amortissements | (149) | (607) | - | (756) | (279) |
| Transferts | - | 29 | (29) | - | - |
| Solde net au 30 Juin 2018 | 3 944 | 6 518 | 212 | 10 674 | 5 199 |

| (en milliers d'euros) | Terrain et constructions | Matériel de laboratoire et autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours | Total des immobilisations corporelles | Dont droits d'utilisation |
|---|--------------------------|---|--------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2019 | | | | | |
| Solde au 31 décembre 2018 | 3 795 | 6 101 | 320 | 10 216 | 4 923 |
| Impact de la première application de la norme IFRS 16 | 1 028 | 69 | - | 1 097 | 1 097 |
| Solde au 1er janvier 2019 | 4 823 | 6 170 | 320 | 11 313 | 6 020 |
| Acquisitions | - | 755 | 202 | 957 | - |
| Cessions | - | (13) | - | (13) | - |
| Amortissements | (258) | (740) | - | (998) | (408) |
| Transferts | - | 256 | (117) | 139 | - |
| Solde net au 30 Juin 2019 | 4 565 | 6 428 | 405 | 11 398 | 5 612 |

8. Dettes opérationnelles

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|---------------|------------------|
| Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations) | 23 134 | 28 576 |
| Dettes fiscales et sociales | 4 543 | 5 661 |
| Autres passifs | 365 | 425 |
| Dettes opérationnelles hors fournisseurs d'immobilisations | 28 042 | 34 662 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 141 | 56 993 |
| Dettes opérationnelles | 28 183 | 91 655 |

La valeur nette comptable des dettes opérationnelles est considérée comme étant une proche approximation de la juste valeur.

9. Passifs financiers

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2018 | Application de la première application d'IFRS 16 | 1 ^{er} janvier 2019 | Remboursements | 30 juin 2019 |
|--|------------------|--|------------------------------|----------------|--------------|
| BPI PTZI IPH41 ⁽¹⁾ | 750 | - | 750 | (75) | 675 |
| Dettes locatives – Opération immobilière | 1 345 | - | 1 345 | (459) | 886 |
| Avance preneur | (234) | - | (234) | 80 | (154) |
| Dettes locatives – Immeuble "Le virage" | - | 1 099 | 1 099 | (142) | 957 |
| Dettes locatives – Matériels | 987 | - | 987 | (86) | 901 |
| Dettes locatives – Véhicules | - | 69 | 69 | (21) | 48 |
| Emprunt – Matériels | 372 | - | 372 | (26) | 346 |
| Emprunt – Immeuble | 1 300 | - | 1 300 | - | 1 300 |
| Total des passifs financiers | 4 522 | 1 168 | 5 690 | (729) | 4 959 |

(1) Prêts à taux zéro.

Le calendrier de remboursement des passifs financiers au 30 juin 2019 (principal et intérêts courus comptabilisés au bilan) est détaillé dans le tableau suivant :

| (en milliers d'euros) | < 1 an | Entre 2 ans et 5 ans inclus | > 5 ans | Total |
|--|--------------|-----------------------------|------------|--------------|
| BPI PTZI IPH41 | 375 | 300 | - | 675 |
| Dettes locatives – Opération immobilière | 886 | - | - | 886 |
| Avance preneur | (154) | - | - | (154) |
| Dettes locatives – Immeuble "Le virage" | 288 | 669 | - | 957 |
| Dettes locatives – Matériels | 174 | 701 | 26 | 901 |
| Dettes locatives – Véhicules | 21 | 27 | - | 48 |
| Emprunt – Matériels | 53 | 219 | 74 | 346 |
| Emprunt – Immeuble | 80 | 406 | 814 | 1 300 |
| Total des passifs financiers | 1 723 | 2 322 | 914 | 4 959 |

Le calendrier des échéances contractuelles des passifs financiers (principal et intérêts à payer) est détaillé dans le tableau ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | < 1 an | Entre 2 ans et 5 ans inclus | > 5 ans | Total |
|--|--------------|--------------------------------|------------|--------------|
| BPI PTZI IPH41 | 375 | 300 | - | 675 |
| Dettes locatives – Opération immobilière | 895 | - | - | 895 |
| Avance preneur | (154) | - | - | (154) |
| Dettes locatives – Immeuble "Le virage" | 306 | 689 | - | 995 |
| Dettes locatives – Matériels | 179 | 698 | 26 | 903 |
| Dettes locatives – Véhicules | 22 | 28 | - | 50 |
| Emprunt – Matériels | 57 | 228 | 71 | 356 |
| Emprunt – Immeuble | 102 | 488 | 874 | 1 464 |
| Total des passifs financiers | 1 782 | 2 431 | 971 | 5 184 |

Réconciliation de la variation des passifs financiers et des flux de trésorerie:

| | | Tableau de passage | | | | | Détail 30/06/2019 | |
|------------------|---|--------------------|-----------------------|--------------|------------------------|--------------|----------------------|-----------------|
| | | | Flux de trésorerie | | Variations Non-cash | | Courant | Non- Courant |
| | En milliers d'euros | 01/01/2019 | (+) | (-) | | 30/06/2019 | | |
| Emprunt | BPI PTZI | 750 | - | (75) | - | 675 | 375 | 300 |
| Dettes locatives | Location financement – Opération immobilière | 1 345 | - | (459) | - | 886 | 886 | - |
| Dettes locatives | Location financement – Opération immobilière (Avance preneur) | (234) | 80 | - | - | (154) | (154) | - |
| Dettes locatives | Location financement – Matériels | 987 | - | (86) | - | 901 | 174 | 727 |
| Emprunt | Emprunts – Matériels | 372 | - | (26) | - | 346 | 53 | 293 |
| Emprunt | Emprunt – Opération immobilière | 1300 | - | - | - | 1 300 | 80 | 1 220 |
| Dettes locatives | Le virage ⁽¹⁾ | - | - | (142) | 1 099 | 957 | 287 | 670 |
| Dettes locatives | Véhicules ⁽¹⁾ | - | - | (21) | 69 | 48 | 21 | 27 |
| | Sous-total | 4 520 | 80 | (809) | 1 168 | 4 959 | 1 722 | 3 237 |
| | Intérêts | N/A | - | (44) | - | N/A | | |
| | Total | N/A | 80 | (853) | 1 168 | N/A | | |

| | | Tableau de passage | | | | | Détail 30/06/2018 | |
|------------------|---|--------------------|-----------------------|--------------|------------------------|--------------|----------------------|-----------------|
| | | | Flux de trésorerie | | Variations Non-cash | | Courant | Non- Courant |
| | | 01/01/2018 | (+) | (-) | | 30/06/2018 | | |
| Emprunt | BPI PTZI | 1 125 | - | (150) | - | 975 | 375 | 600 |
| Dettes locatives | Location financement – Opération immobilière | 2 239 | - | (444) | - | 1 795 | 910 | 885 |
| Dettes locatives | Location financement – Opération immobilière (Avance preneur) | (386) | 76 | - | - | (310) | (156) | (154) |
| Dettes locatives | Location financement – Matériels | 1 160 | - | (86) | - | 1 074 | 173 | 901 |
| Emprunt | Emprunts – Matériels | 426 | - | (27) | - | 399 | 53 | 346 |
| Emprunt | Emprunt – Opération immobilière | 1300 | - | - | - | 1 300 | - | 1 300 |
| | Sous-total | 5 864 | 76 | (707) | - | 5 233 | 1 355 | 3 878 |
| | Intérêts | N/A | - | (55) | - | N/A | | |
| | Total | N/A | 76 | (762) | 0 | N/A | | |

(1) Les variations sans incidence sur la trésorerie comprennent l'impact de la 1^{ère} application d'IFRS16 – voir note 2.4

10. Avantages au personnel

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 31 décembre 2018 |
|---|--------------|------------------|
| Provision pour indemnités de départ à la retraite | 4 351 | 3 282 |
| Provision pour primes d'ancienneté | 458 | 415 |
| Avantages au personnel | 4 809 | 3 697 |

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante (en milliers d'euros) :

| | |
|------------------------------|--------------|
| Au 1er janvier 2018 | 2 621 |
| Coût des services rendus | 434 |
| Charge d'intérêt | 43 |
| (Gain) / perte actuariel(le) | 599 |
| Au 31 décembre 2018 | 3 697 |
| Coût des services rendus | 285 |
| Charge d'intérêt | 33 |
| (Gain) / perte actuariel(le) | 794 |
| Au 30 juin 2019 | 4 809 |

La Société utilise le taux iBox corporate AA comme taux d'actualisation pour estimer ses engagements au titre des avantages accordés au personnel. Le taux

d'actualisation s'élève à 1,05% au 30 juin 2019 contre 1,80% au 31 décembre 2018.

11. Capital

11.1. Capital social

La Société gère son capital pour s'assurer qu'elle sera en mesure de poursuivre son exploitation, tout en maximisant le rendement pour les actionnaires grâce à l'optimisation de la dette et des fonds propres.

Au 30 juin 2019, le capital social s'élevait à 3 202 921 euros divisés en 64 043 905 actions ordinaires de 0,05 euro de valeur nominale chacune, 6 931 actions de préférences « 2016 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune et 7 581 actions de préférences « 2017 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune. Le capital social au 30 juin 2019 est entièrement libéré.

Le capital social ne comprend pas les BSA, BSAAR, AGA et AGAP octroyés à certains investisseurs ou

personnes physiques, salariés ou non-salariés de la Société, mais non encore exercés.

Le Groupe a émis des actions de préférence (« actions de préférence 2016 » et « actions de préférence 2017 ») qui deviendront convertibles en actions ordinaires à la suite d'une période d'acquisition des droits d'un an et d'une période de rétention de deux ans si les critères de performance et de présence sont remplis à la fin de la période de rétention. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donnera droit sera déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les détenteurs d'actions de préférence (AGAP) 2016 ne disposent pas de droits de vote, de droits aux dividendes et de droits préférentiels de souscription pendant la période de rétention. Les détenteurs

d'actions de préférence 2017 disposent de droits de vote, de droits aux dividendes et de droits préférentiels de souscription, comme s'ils détenaient l'équivalent en actions ordinaires des AGAP acquises. Les AGAP 2016 et 2017 ne sont pas cessibles durant la période de rétention, sauf dans certaines circonstances. Au terme de la période de rétention, les détenteurs d'AGAP disposent des mêmes droits que les détenteurs d'actions ordinaires. Ces droits sont fonction du ratio de conversion défini au terme de la période de rétention.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, l'augmentation de capital de 5 942 euros suite à :

- la décision du Directoire du 18 avril 2019, consécutive aux acquisitions définitives de (i) 110 500 actions gratuites attribuées le 3 avril 2018 dans le cadre du plan «AGA Salariés 2017», (ii) 5 581 actions de préférences gratuites convertibles en actions ordinaires attribuées le 3 avril 2018 dans le cadre du plan «AGAP Salariés 2017», (iii) 2 000 actions privilégiées gratuites convertibles en actions ordinaires attribuées le 3 avril 2018 dans le cadre du plan «AGAP Management 2017» et (iv) l'exercice de 750 BSAAR «2012». L'ensemble de ces événements ont amené à procéder à une augmentation de capital de 5 942 euros et une diminution de la prime d'émission de 4 412 euros qui se décomposent comme suit: (i) création de 110 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,05 euro pour un prix d'émission de

0,05 euro par action, (ii) une création de 750 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,05 € pour un prix d'émission de 2,04 € par action et (iii) une création de 7 581 actions de préférences «2017» d'une valeur nominale de 0,05 € pour un prix d'émission de 0,05 € par action.

11.2. Coûts d'augmentation de capital

Les frais relatifs à une potentielle augmentation du capital se sont élevés à 274 milliers d'euros au 1^{er} semestre 2019. Au 30 juin 2019, ils n'ont pas été décaissés.

11.3. Actions propres

Le nombre d'actions propres détenues au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 est de 18 575.

11.4. Paiements en actions

La méthode d'évaluation utilisée pour estimer la juste valeur des actions gratuites accordées durant le premier semestre 2019 ainsi que les principales caractéristiques de ces actions sont présentées ci-dessous :

Le 14 janvier 2019 le management a accordé 90 650 actions gratuites aux employés (AGA Employees 2018-1).

Le 29 Avril 2019 le management a accordé 25 000 actions gratuites aux employés des filiales (AGA New Members 2017-1).

| | AGA Employés 2018 | AGA Nouveaux membres 2017-1 |
|---|----------------------|-----------------------------------|
| Date d'attribution | 14 janvier 2019 | 29 avril 2019 |
| Période d'acquisition | 1 an | 3 ans |
| Période d'incessibilité | 1 an | None |
| Nombre d'actions gratuites attribuées | 90 650 | 25 000 |
| Nombre de droits de vote par action | 1 | 1 |
| Juste valeur de l'action à la date d'attribution | 7,31 € | 5,74 € |
| Dividende attendu | Aucun | Aucun |
| Conditions de performance | Non | Non |
| Taux de turnover (par an) | 4,03% | 10,00% |
| Volatilité | N/A | N/A |
| Juste valeur de l'AGA à la date d'attribution | 7,31 € | 5,74 € |

La Société a émis les BSAs, BSAARs, AGAs et AGAPs suivantes :

| Date | Types | Nombre de bons émis au 30/06/2019 | Nombre de bons non exerçables 30/06/2019 | Nombre de bons exercés au 30/06/2019 | Nombre de bons exerçables au 30/06/2019 | Nombre maximum d'actions potentielles à émettre au 30/06/2019 | Prix d'exercice par action (en €) |
|------------------------------|--------------------------------------|---|---|--|---|--|--|
| 9 Septembre 2011 | BSAAR 2011 | 650 000 | - | 395 000 | 255 000 | 255 000 | 2.04 |
| 27 Mai 2013 | BSAAR 2012 | 146 050 | - | 84 450 | 61 600 | 61 600 | 2.04 |
| 1 ^{er} Juillet 2015 | BSAAR 2015 | 1 050 382 | 2 720 | 1 940 | 1 045 722 | 1 045 722 | 7.20 |
| 21 Octobre 2016 | AGAP Dirigeants 2016-1 | 2 000 | 550 | - | 1 450 | 290 000 | - |
| 21 Octobre 2016 | AGAP Salariés 2016-1 | 2 486 | 196 | - | 2 290 | 458 000 | - |
| 21 Octobre 2016 | AGA Dirigeants 2016-1 | 50 000 | - | - | 50 000 | 50 000 | - |
| 30 Décembre 2016 | AGAP Dirigeants 2016-2 | 3 000 | - | - | 3 000 | 600 000 | - |
| 30 Décembre 2016 | AGA Dirigeants 2016-2 | 250 000 | - | - | 250 000 | 250 000 | - |
| 3 Avril 2018 | AGAP Salariés 2017-1 | 5 725 | 144 | - | 5 581 | 558 100 | - |
| 3 Avril 2018 | AGAP Dirigeants 2017-1 | 2 400 | 400 | - | 2 000 | 200 000 | - |
| 3 Avril 2018 | AGA Salariés 2017 | 114 500 | 4 000 | 110 500 | - | - | - |
| 3 Juillet 2018 | AGA Bonus 2018-1 | 67 028 | 469 | - | 66 559 | 66 559 | - |
| 20 Novembre 2018 | AGA Performance Salariés 2018-1 | 327 500 | - | - | 327 500 | 327 500 | - |
| 20 Novembre 2018 | AGA Performance Dirigeants 2018-1 | 260 000 | 30 000 | - | 230 000 | 230 000 | - |
| 14 Janvier 2019 | AGA Salariés 2018 | 90 650 | 2 650 | - | 88 000 | 88 000 | - |
| 29 Avril 2019 | AGA Nouveaux Membres 2017-1 | 25 000 | - | - | 25 000 | 25 000 | - |
| 29 Juillet 2011 | BSA 2011-2 | 225 000 | - | 133 060 | 91 940 | 91 940 | 1.77 |
| 17 Juillet 2013 | BSA 2013 | 237 500 | - | 191 140 | 46 360 | 46 360 | 2.36 |
| 16 Juillet 2014 | BSA 2014 | 150 000 | - | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 8.65 |
| 27 Avril 2015 | BSA 2015-1 | 70 000 | - | - | 70 000 | 70 000 | 9.59 |
| 1 ^{er} Juillet 2015 | BSA 2015-2 | 14 200 | - | - | 14 200 | 14 200 | 14.05 |
| 20 Septembre 2017 | BSA 2017 | 37 000 | - | - | 37 000 | 37 000 | 11.00 |
| | | 3 780 421 | 41 129 | 991 090 | 2 748 202 | 4 839 981 | |

12. Instruments financiers au bilan et impact sur le compte de résultat

Le tableau ci-dessous présente la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers. Il n'inclut pas d'information relative à la juste valeur des actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur si la valeur nette comptable est considérée comme raisonnablement proche de la juste valeur.

| Au 30 juin 2019 | Valeur comptable au bilan | Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾ | Coût amorti ⁽²⁾ | Juste valeur |
|---|---------------------------------|--|----------------------------|----------------|
| Actifs financiers | | | | |
| Actifs financiers non courants | 35 320 | 35 320 | - | 35 320 |
| Créances courantes | 51 724 | - | 51 724 | 51 724 |
| Actifs financiers courants | 15 578 | 15 578 | - | 15 578 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 149 376 | 149 376 | - | 149 376 |
| Total actifs financiers | 251 998 | 200 274 | 51 724 | 251 998 |
| Dettes financières | | | | |
| Passifs financiers non courants | 3 237 | - | 3 237 | 3 237 |
| Passifs financiers courants | 1 722 | - | 1 722 | 1 722 |
| Dettes opérationnelles | 28 183 | - | 28 183 | 28 183 |
| Total dettes financières | 33 142 | - | 33 142 | 33 142 |

| Au 31 décembre 2018 | Valeur comptable au bilan | Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾ | Coût amorti ⁽²⁾ | Juste valeur |
|---|---------------------------------|--|-------------------------------|----------------|
| Actifs financiers | | | | |
| Actifs financiers non courants | 35 181 | 33 138 | 2 043 | 35 181 |
| Créances courantes | 152 112 | - | 152 112 | 152 112 |
| Actifs financiers courants | 15 217 | 15 217 | - | 15 217 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 152 314 | 152 314 | - | 152 314 |
| Total actifs financiers | 354 824 | 200 669 | 154 155 | 354 824 |
| Dettes financières | | | | |
| Passifs financiers non courants | 3 175 | - | 3 175 | 3 175 |
| Passifs financiers courants | 1 347 | - | 1 347 | 1 347 |
| Dettes opérationnelles | 91 655 | - | 91 655 | 91 655 |
| Total dettes financières | 96 177 | - | 96 177 | 96 177 |

⁽¹⁾ La juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat correspond à la valeur de marché de ces actifs, correspondant à une évaluation de niveau 2.

⁽²⁾ La valeur comptable des actifs financiers et des dettes financières évalués au coût amorti a été jugée être une estimation raisonnable de la juste valeur.

13. Produits opérationnels

13.1. Revenus des accords de collaboration et de recherche

Les revenus des accords de collaboration et de recherche résultent des accords signés avec AstraZeneca (« AZ ») en avril 2015 et octobre 2018.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--|---------------|-----------------------|
| Produits des accords de collaboration et de licence | 46 770 | 16 055 |
| <i>dont accord monalizumab</i> | 24 293 | 16 055 |
| <i>dont accord IPH5201</i> | 22 478 | - |
| Refacturation de frais de R&D (accords IPH5201 et IPH5401) | 4 418 | 154 |
| Gains de change | 400 | - |
| Revenus des accords de collaboration et de licence | 51 588 | 16 209 |

a) Revenu lié aux accords avec AstraZeneca sur monalizumab

Variations du passif de contrat relatif à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

| (en milliers d'euros) | Total |
|---|----------------|
| Au 31 décembre 2017 | 134 914 |
| Impact de l'application d'IFRS 15 au 1 ^{er} janvier 2018 | (53 083) |
| Au 1^{er} janvier 2018 retraité | 81 831 |
| Revenu pour le premier semestre 2018 | (16 055) |
| Transfert depuis dette sur collaboration | 77 |
| Au 30 juin 2018 | 65 853 |
| Au 31 décembre 2018 | 104 925 |
| Revenu pour le premier semestre 2019 | (24 293) |
| Transfert vers la / (depuis la) dette sur collaboration | 210 |
| Au 30 juin 2019⁽¹⁾ | 80 844 |

Variations de la dette sur collaboration relative à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

| (en milliers d'euros) | Total |
|---|---------------|
| Au 31 décembre 2017 tel que publié | - |
| Impact de l'application d'IFRS 15 au 1 ^{er} janvier 2018 | 44 751 |
| Au 1^{er} janvier 2018 retraité | 44 751 |
| Augmentation | - |
| Diminution | (4 324) |
| Au 30 juin 2018 | 40 427 |
| Au 31 décembre 2018 | 31 656 |
| Augmentation | - |
| Diminution | (3 818) |
| Au 30 juin 2019 | 27 838 |

b) Revenu lié à l'accord avec AstraZeneca sur IPH5201

Variations du passif de contrat relatif à l'accord IPH5201 (en milliers d'euros) :

| (en milliers d'euros) | Total |
|--------------------------------------|---------------|
| Au 30 juin 2018 | - |
| Paiement initial | 43 501 |
| Revenu pour l'exercice 2018 | (15 632) |
| Au 31 décembre 2018 | 27 869 |
| Revenu pour le premier semestre 2019 | (22 478) |
| Au 30 juin 2019 | 5 391 |

c) Tableau de variation des passifs de contrat

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2018 | Reconnu en compte de résultat | Transféré en dette sur collaboration | 30 juin 2019 |
|------------------------|------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Monalizumab | 104 925 | (24 293) | 210 | 80 842 |
| IPH5201 | 27 869 | (22 478) | - | 5 392 |
| Molécules Précliniques | 17 400 | - | - | 17 400 |
| Total | 150 195 | (46 770) | 210 | 103 636 |

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2017 | Impact IFRS 15 | 31 décembre 2017 retraité | Reconnu en compte de résultat | Transféré en dette sur collaboration | 30 juin 2018 |
|-----------------------|------------------|-----------------|---------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---------------|
| Monalizumab | 134 914 | (53 083) | 81 831 | (16 055) | 77 | 65 853 |
| Total | 134 914 | (53 083) | 81 831 | (16 055) | 77 | 65 853 |

13.2. Financements publics de dépenses de recherche

La Société reçoit des subventions de l'union européenne, l'état français et d'autres organisations gouvernementales :

- Subventions d'investissements
- Subventions opérationnelles
- CIR (Crédit Impôt Recherche)
- L'estimation du CIR pour la période de 6 mois clôturée le 30 juin 2019 et 2018 est obtenue sur la

base des charges éligibles au CIR sur la période, incluant la limitation de 50% des charges de sous-traitance éligibles annuelles.

- Le montant total des subventions enregistrées en compte de résultat (autres revenus) est reparti de la manière suivante :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 |
|---|--------------|--------------|
| Crédit d'impôt recherche | 7 494 | 6 212 |
| Subventions | 73 | 575 |
| Financement publics de dépenses de recherche | 7 567 | 6 787 |

14. Charges opérationnelles

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | | | 30 juin 2018 retraité | | |
|--|-----------------|----------------|-----------------|-----------------------|----------------|-----------------|
| | R&D | G&A | Total | R&D | G&A | Total |
| Sous-traitance ⁽¹⁾ | (19 471) | – | (19 471) | (19 397) | – | (19 397) |
| Achats consommés de matières, produits et fournitures | (1 673) | – | (1 673) | (1 847) | – | (1 847) |
| Charges de personnel autres que les paiements en actions | (7 165) | (2 778) | (9 943) | (6 637) | (2 238) | (8 875) |
| Paiements en actions | (643) | (1 332) | (1 975) | (254) | (811) | (1 065) |
| <i>Charges de personnel</i> | <i>(7 808)</i> | <i>(4 111)</i> | <i>(11 918)</i> | <i>(6 891)</i> | <i>(3 049)</i> | <i>(9 940)</i> |
| Honoraires non scientifiques ⁽²⁾ | (54) | (2 332) | (2 386) | (89) | (1 082) | (1 171) |
| Locations, maintenance et charges d'entretien | (447) | (473) | (920) | (522) | (556) | (1 078) |
| Frais de déplacements | (367) | (316) | (682) | (315) | (210) | (525) |
| Marketing, communication et relations publiques | (47) | (259) | (307) | (52) | (213) | (265) |
| Honoraires scientifiques ⁽³⁾ | (256) | – | (256) | (220) | – | (220) |
| Autres achats et charges externes | 96 | (694) | (597) | (175) | (73) | (248) |
| Amortissements et dépréciations | (6 348) | (478) | (6 826) | (2 190) | (249) | (2 439) |
| Frais de propriété intellectuelle | (180) | (468) | (648) | (607) | – | (607) |
| Autres produits et charges, nets | (30) | (164) | (193) | (17) | (144) | (161) |
| Total charges opérationnelles | (36 584) | (9 295) | (45 879) | (32 322) | (5 576) | (37 898) |

⁽¹⁾ La Société sous-traite une part significative des études précliniques (développement pharmaceutique, études de tolérance et autres expériences modèles, etc.) et cliniques (coordination des essais, coûts des forfaits hospitaliers, etc.). Les coûts correspondants sont enregistrés en sous-traitance sur la base du niveau d'avancement des études cliniques.

⁽²⁾ Les honoraires non scientifiques sont relatifs à des prestations de conseil et d'assistance aux activités de commercialisation et d'administration de la Société, et incluent des honoraires juridiques, comptables et d'audit et le support aux activités de développement des affaires commerciales.

⁽³⁾ Les honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires se rapportent aux services de consultants auxquels la Société fait appel pour ses activités de recherche et développement.

14.1. Charges de personnel autres que les paiements en action

Ce poste s'élève respectivement à 9 943 milliers d'euros et 8 875 milliers d'euros pour les premiers semestres 2019 et 2018. La Société employait 206 personnes au 30 juin 2019, contre 194 au 30 juin 2018.

14.2. Amortissements et dépréciations

Le poste se compose essentiellement de l'amortissement des actifs incorporels relatifs aux

droits des programmes monalizumab, IPH5201 et Lumoxiti (voir Note 6).

14.3. Achats consommés de matières, produits et fournitures

Le poste comprend principalement le coût d'achat des produits et substances pharmaceutiques achetés par la Société à des tiers et consommés au cours de l'exercice.

15. Produit / Charge net(te) net(te) provenant des accords de distribution

Au cours de la période de transition (prévue à la fin du 1^{er} semestre de 2020), les produits Lumoxiti sont commercialisés aux États-Unis par AstraZeneca, propriétaire de l'agrément réglementaire. La société a conclu qu'elle ne satisfaisait pas aux critères de principaux énoncés par IFRS 15 afin d'être qualifié de «principal». Par conséquent, la perte nette résultant de toutes les activités marketing et de ventes liées à Lumoxiti est présentée dans la rubrique «Produit / Charge net(te) provenant des accords de

distribution». La société a comptabilisé une perte nette de 3 820 milliers d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019, correspondant à des coûts de production et de commercialisation, déduction faite du produit des ventes tels que facturés par AstraZeneca. Les ventes de produits Lumoxiti restent modestes sur le premier semestre 2019. La première commercialisation aux États-Unis a eu lieu au cours du dernier trimestre 2018.

16. Produits financiers et charges financières

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|---|----------------|-----------------------|
| Intérêts sur actifs financiers | 893 | 720 |
| Variation de juste valeur des actifs financiers | 2 309 | 161 |
| Gains de change | 2 511 | 3 116 |
| Autres produits financiers | 5 | 201 |
| Produits financiers | 5 717 | 4 198 |
| Pertes de change | (1 888) | (2 920) |
| Variation de juste valeur des actifs financiers | - | (1 498) |
| Intérêts nets payés sur les emprunts | (45) | (55) |
| Autres charges financières | - | (275) |
| Charges financières | (1 933) | (4 748) |
| Résultat financier net | 3 784 | (550) |

Pour les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, les gains et les pertes de change résultent principalement de la variance du taux de change entre l'euro et le dollar américain sur les comptes de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers libellés en dollars américains.

17. Impôt sur le résultat

La Société n'a pas comptabilisé de charge d'impôt courante au 30 juin 2019 au regard d'un taux d'impôt projeté nul au 31 décembre 2019.

Selon les législations fiscales en vigueur, la Société Innate Pharma SA disposait de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total cumulé de 219 563 milliers d'euros au 30 juin 2019 (montant identique au 31 décembre 2018) et la société Innate Pharma Inc. disposait de déficits fiscaux reportables sur une période de 20 ans pour un montant de 496 milliers d'euros ou 564 milliers de dollars USD (montant identique au 31 décembre 2018).

Lors de l'exercice 2018, la société Innate Pharma SA a opté pour le mécanisme de report en arrière des déficits ayant donné lieu à un crédit d'impôt de 333 milliers d'euros.

18. Engagements, passifs éventuels et litiges

18.1. Engagements

Par rapport aux informations présentées dans les comptes consolidés clos au 31 décembre 2018, la Société a identifié les changements suivants :

- Reclassement des engagements de location simple en dettes de location suite à l'application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 ;
- Engagements d'achats non annulables d'un montant total de 3 297 milliers d'euros auprès de plusieurs CMO ;
- Achats de consommables : dans le cadre d'une mise à disposition d'un appareil scientifique, la Société s'est engagée auprès d'un de ses fournisseurs à un montant minimum annuel d'achats de consommables. L'engagement global s'élève 188 milliers d'euros pour la période allant de juillet 2019 à juin 2020.

18.2. Litiges

La Société peut avoir des passifs éventuels se rapportant à des actions en justice de nature prud'homale survenant dans le cadre habituel de ses activités. Chacun des litiges connus ou procédures en cours dans lesquels la Société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes après avis des conseils juridiques. Il n'y a pas de litige connu au 30 juin 2019.

18.3. Provisions

Les provisions comptabilisées respectivement au 30 juin 2019 et 30 juin 2018 s'élèvent à 672 milliers d'euros et 690 milliers d'euros respectivement. Ces provisions concernent majoritairement la provision relative à la contribution patronale à verser sur l'attribution d'instruments de capitaux propres, conformément à la norme IFRS 2.

19. Transactions avec les parties liées

Rémunération des membres du comité exécutif

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du comité exécutif de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des périodes présentées :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Salaires et autres avantages à court terme | 1 159 | 1 109 |
| Cotisations de retraite complémentaire | 12 | 12 |
| Paiements en action | 1 174 | 425 |
| Rémunérations des membres du directoire et d'autres membres exécutifs | 2 345 | 1 546 |

Odile Belzunce et Jennifer Butler ont rejoint le comité exécutif respectivement, le 1 Janvier 2019 et le 12 Mars 2019.

Les salaires et autres avantages à court terme correspondent aux charges de personnel pour les premiers semestres 2019 et 2018.

Membres du Conseil de surveillance

La Société a comptabilisé une provision de 155 milliers d'euros pour les jetons de présence relatifs au premier semestre 2019. Ce montant inclut la rémunération du Président du Conseil de surveillance.

Parties liées

Novo Nordisk A/S est actionnaire, membre du Conseil de Surveillance et a conclu avec la Société trois contrats de licence sur les candidat-médicaments lirilumab, monalizumab et IPH5401. En vertu des dispositions contractuelles,

la Société versera des paiements d'étapes ainsi que des royalties sur vente de ces candidat-médicaments. Au 30 juin 2019, la Société n'avait aucune dette envers Novo Nordisk A/S liée à IPH5401.

AstraZeneca est actionnaire de la Société avec laquelle est liée par plusieurs contrats de collaboration et d'option de licence ou de licence relatifs à différents candidats médicament (monalizumab, IPH5401, IPH5201 et molécules précliniques) et par un contrat de licence relatif aux droits du médicament Lumoxiti. Les paiements entre les deux sociétés ainsi que les dettes et créances au 30 juin 2019 se présentent ainsi ;

| | Au 30 juin 2019 | | |
|---|-----------------------|---------------|----------------|
| | (en milliers d'euros) | Paiements | Bilan |
| Encaissements (AstraZeneca envers Innate Pharma) / Créances | | 118 810 | 16 404 |
| Paiements (Innate Pharma envers AstraZeneca) / Dettes | | (51 605) | (21 661) |
| Total | | 67 205 | (5 257) |

Par ailleurs, la Société a comptabilisé en compte de résultat une charge nette de 3 821 milliers d'euros au titre des accords de distribution (cf. note 15) et une charge de R&D de 6 415 milliers d'euros en charges opérationnelles (cf. note 14).

BPI est membre du conseil d'administration et a consenti à la Société un prêt sans intérêt de 1 500 milliers d'euros (Prêt à Taux Zéro Innovation ou «PTZI»). Ce prêt sera remboursé à compter de septembre 2016 sur une période de 5 ans.

Filiales

Les relations commerciales entre la Société et ses filiales sont régies par des accords intragroupes, conclus à des conditions standard sans lien de dépendance.

20. Résultat par action

20.1. Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

| | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--|--------------|-----------------------|
| Résultat de la période (en milliers d'euros) | 13 240 | (15 118) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 63 987 582 | 57 600 100 |
| Résultat de base par action (€ par action) | 0,21 | (0,26) |

20.2. Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de

toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

| | 30 juin 2019 | 30 juin 2018 retraité |
|--|--------------|-----------------------|
| Résultat de la période (en milliers d'euros) | 13 240 | (15 118) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 63 987 582 | 57 600 100 |
| Ajustement pour effet dilutif des instruments donnant accès au capital | 1 368 600 | - |
| Résultat dilué par action (€ par action) | 0,20 | (0,26) |

21. Événements postérieurs à la clôture

- Le 3 juillet 2019, le directoire a accordé 57 376 actions gratuites à des membres du management ("AGA Bonus Management 2019-1").
- Le 17 juillet 2019, suite à l'acquisition définitive de 66 559 actions gratuites, accordées le 3 juillet 2018 dans le cadre du plan "AGA Bonus Management 2018-1" plan et l'exercice de 25 000 "2011-2" BSA, la direction a décidé d'augmenter le capital social 4 578 milliers et la prime d'émission de 39 672 milliers d'euros. Ainsi 66 559 actions ordinaires ont été créées avec une valeur nominale de 0,05€ et un prix d'émission identique, et 25 000 actions ordinaires ont été créées avec une valeur nominale de 0,05€ et un prix d'émission de 1,77€.
- Le 31 juillet 2019, la Société a notifié à AstraZeneca sa décision de cofinancer un futur programme de développement clinique de Phase III de monalizumab.
- En date du 30 août 2019, la Société a tiré le montant résiduel d'un prêt de 15,2 millions d'euros souscrit auprès de la Société Générale en juillet 2017 pour un montant de 13,9 millions d'euros. Un montant de 1,3 million d'euros avait préalablement été tiré en 2017. L'échéancier de remboursement débute à partir du 30 août 2019.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux actionnaires de la société INNATE PHARMA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Innate Pharma, relatifs à la période du 1 janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.5 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés exposant les erreurs du 1er semestre 2018, qui ont été corrigées pour la présentation des informations comparatives.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille, le 13 septembre 2019

Les commissaires aux comptes

AUDIT CONSEIL EXPERTISE SAS

DELOITTE & ASSOCIES

Membre de PKF International

Guy Castinel

Hugues Desgranges

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président du Directoire

Monsieur Mondher Mahjoubi

RELATIONS INVESTISSEURS

Danielle SPANGLER

Director, Investor Relations

Jérôme MARINO

Coordinator, Investor Relations & Communication

117, Avenue de Luminy – BP 30191

13009 Marseille FRANCE

Tél : +33 (0)4 30 30 30 30

Fax : +33 (0)4 30 30 30 00

investors@innate-pharma.fr



innate pharma